REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Arrêté n° 2022-35

Objet : ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION PENDANT UN DEMENAGEMENT AU 1, RUE FONT DU ROY,

Le Maire de Gardanne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1111-1 à L. 1111-6 ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4 et L. 3111.1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 115-1, L. 141-10, L. 141-11 et L. 141-12 ;

Vu le Code de la Route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu le Règlement de voirie communale,

Vu la demande présentée par Monsieur Serge KRIEF demeurant 36, Rue Puget qui souhaite effectuer son déménagement au 1, Rue Font du Roy.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques.

ARRÊTE

Article 1er :
Le déménagement au 1, Rue Font du Roy s'effectuera le **samedi 26 février 2022**.

Article 2 :
La circulation sera réglementée de la façon suivante :
- la Rue Puget sera fermée à la circulation routière le **samedi 26 février 2022** depuis le croisement avec la Rue Suffren jusqu'au croisement avec la Rue Font du Roy.
- ré-ouverture de la circulation routière en fin d'après-midi.
- mise en place de panneaux d'indication «route barrée», de panneaux AK5 et de barrières de protection de part et d'autre de la zone du déménagement ainsi qu'un panneau de déviation au croisement de la Rue Puget avec la Rue Suffren.
- le stationnement sera interdit sur la zone du déménagement, danger temporaire complété par des panonceaux «attention piétons».

Article 3 :
Recommandations de sécurité : Tous les intervenants sur les chantiers devront être munis de vêtements pré-signalisation à la norme 471. Tous les engins de chantier devront être équipés des signalisations conformes aux normes en cours. Tous les panneaux de chantier seront de classe 2 (conformes à d'éventuels travaux de nuit) et de gamme moyenne (dimension). Le lestage des panneaux sera effectué à l'aide de sable, graviers, terre…

Article 4 :
L'entreprise sera chargée de la mise en place de panneaux de signalisation. Le balisage sera conforme aux documents du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports concernant la signalisation temporaire du chantier.

Article 5 :
La responsabilité de la Commune et celle de l'entreprise sont entièrement dégagées en cas d'accident venant à se produire par suite de la circulation d'un véhicule quelconque ne respectant pas la signalisation en vigueur, et ce quel que soit le motif invoqué par le conducteur ou son commettant, si ce dernier n'a pas respecté les panneaux de signalisation indiquant les travaux et la modification de la circulation qui s'ensuit.

Article 6 :
Toute occupation du domaine public est soumise à redevance. Conformément à la décision de Monsieur le Maire du 27 décembre 2021 portant tarification des droits d'occupation du domaine public, la redevance d'occupation du domaine public est calculée selon les conditions précisées dans la grille tarifaire jointe au présent arrêté. L'entreprise s'engage à payer auprès du Trésor Public, les redevances et droits afférents à l'autorisation qui lui sera délivrée, et ce dès réception du titre de recette émis par la Commune.

Article 7 :
Les contraventions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

Article 8 :
Si un véhicule reste en stationnement malgré l'interdiction faite, la commune requerra un garagiste agréé pour faire procéder à son enlèvement et à sa mise en fourrière.

Article 9 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une action en annulation totale ou partielle:

- soit dans les deux mois suivant sa date de publication au recueil des actes administratifs, par recours gracieux adressé à Monsieur le Maire de Gardanne, Hôtel de Ville Cours de la République, 13120 Gardanne,
- soit par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille cedex 6. Le requérant peut également saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application «Télérecours citoyen» accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

En cas de notification de rejet du recours gracieux, ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par l'Administration saisie du recours, le requérant disposera de deux mois pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille cedex 6.

Article 10 :
Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Gardanne, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter le présent arrêté.

Fait à Gardanne, le 17 février 2022

Le Maire
Hervé GRANIER

MAIRIE DE GARDANNE (Bouches-du-Rhône)